

Grand format sur les relations Etats Unis-Cuba

Rapprochements, dégel, amélioration ? *Perhaps.*

Le contexte actuel semblerait favorable. Si les élections du 4/11 ont confirmé que les USA veulent tourner la page des années Obama, avec un Congrès passé dans le camp républicain, tout reposerait sur la marge de manœuvre du président et de son administration.

A moins que Hillary Clinton hérite de la patate chaude, dans sa course à la présidence de 2016.

Par Michel Porcheron

[Elections *midterms* payées cash, près de 4 milliards de dollars, ou pas, défaite de Barack Obama ou victoire des républicains, les analyses officielles ou pas, se suivent et se multiplient sur la question de la levée de l'embargo US en vigueur contre Cuba depuis 1962, et cela dans les deux camps. Leur rythme s'est accéléré nettement ces temps derniers. Les élections du 4/11 ne le changeront pas fondamentalement.

Car ces élections a priori ne devraient rien changer. Ce n'est pas le déplacement de quelques sièges dans le camembert parlementaire qui va modifier la donne. En effet, le contexte institutionnel actuel contre la levée de l'embargo, décrété en 1962, est en place depuis bien longtemps : depuis 1996, année du vote de la loi Helms-Burton, « *le président a perdu la prérogative de pouvoir lever l'embargo. Seul l'exécutif, donc le Congrès américain, a depuis ce pouvoir* », rappelait récemment une analyste française, Janette Habel.

D'autre part, le Congrès, peu importe le nombre de sièges de démocrates et de républicains, a toujours été hostile à la levée de l'embargo. Et depuis toujours, les « entorses », qui ont amélioré les relations, sont nées hors Congrès. Mais les « entorses » ne suffisent plus.



A court terme, face à un « *obstacle institutionnel* » implacable, une politique communément appelée des *petits pas* a été dans le passé comme aujourd'hui, « *la seule possibilité pour le contourner* » à dose plus ou moins homéopathique. Des « *brèches* » sont ouvertes et seront ouvertes par les USA (aux mêmes moments de nouveaux diktats voient le jour) sans que soit violé le carcan juridique de l'embargo et ses milliers d'articles, clauses, etc...On s'en réjouit, sauf

en Floride, où réside une extrême droite qui a envoyé au Congrès plusieurs amis à elle, sur qui elle peut compter.

Par ailleurs, le Parti républicain, durant les deux prochaines années, aura une seule priorité, non plus abattre le président qui a un genou à terre, mais montrer à l'opinion qu'il est capable de diriger le pays, dans la perspective d'une victoire aux élections de novembre 2016. Quelle place accorderont les républicains alors au « dossier » cubain, bien encombrant en cas de victoire, même s'ils ont tous en tête que le mandat du président Raul Castro s'achèvera en 2018 ?

Dans la politique des petits pas, beaucoup de choses dépendront des réactions des républicains aux sollicitations de plus en plus nombreuses des hommes de la finance, du commerce, du patronat yankee, dans leur majorité républicains, mous ou radicaux. Il y eut la diplomatie du ping-pong, la diplomatie du dollar, celle du big-stick, du bon voisinage, etc, pourquoi pas celle du bag- market].

En attendant :

Le New Yorker a publié le 4/11 “ **Cuba’s Ebola Diplomacy**” de **Jon Lee Anderson**. En Anglais :

<http://www.newyorker.com/news/daily-comment/cubas-ebola-diplomacy>

A Cuba, l'essentiel de cet article a été immédiatement reproduit.

En espagnol:

<http://www.cubadebate.cu/noticias/2014/11/05/the-new-yorker-ningun-otro-pais-ha-contribuido-tanto-como-cuba-a-la-lucha-contra-el-ebola/>

Le 4 novembre **Esteban Morales Domínguez**, docteur en sciences et directeur honoraire du Centre d'Etudes sur les Etats Unis de l'Université de la Havane, a publié un texte intitulé : « Cuba- Etats Unis, début d'un dégel ? » (**Cuba-Estados Unidos: ¿comienzo de un deshielo?**)

[http://www.cubadebate.cu/especiales/2014/11/04/cuba-estados-unidos-comienzo-de-un-deshielo/ \]](http://www.cubadebate.cu/especiales/2014/11/04/cuba-estados-unidos-comienzo-de-un-deshielo/)



Sur les relations, sur l'absence de relations depuis 1961 entre les Etats Unis et Cuba, Washington, la Maison Blanche -- pas les experts, les historiens --, devra expliquer clairement pourquoi dans sa même politique pendant plus de 50 ans, le sort réservé à Cuba a atteint des positions extrêmes, démesurées et anachroniques donc inutiles, contre Cuba.

« *Il aura fallu onze ans pour que les Etats-Unis reconnaissent l'Union soviétique ; dix-neuf pour le Vietnam ; vingt-trois pour la République populaire de Chine. Cinquante-cinq années se sont écoulées depuis le renversement de Fulgencio Batista, et Washington n'entretient toujours pas de relations diplomatiques avec Cuba* », a rappelé justement **Le Monde diplomatique** (novembre 2014, Patrick Howlett-Martin, PHM).

S'il existe à Cuba un certain surréalisme forcément tropical, principalement dans la bureaucratie, fléau national, il arrive que les Etats Unis lui soient supérieurs dans « *la lutte pour le strict respect de l'embargo* » : Même l'ambassadeur de France à Cuba n'a pas échappé à un contrôle US. Il achète à La Havane pour son usage personnel une automobile de marque française. Il libelle le chèque de l'achat en dollars. Résultat : son compte privé, personnel, à la Banque transatlantique (groupe CIC) a été saisi par la justice américaine...

Aussi aberrant, entre beaucoup d'autres exemples : dans le minutieux et absurde arsenal US, une clause interdit aux entreprises de pays tiers de louer ou de vendre à Cuba des biens ou des services dont la technologie contiendrait plus de 10% de composants américains — ce qui est le cas de la très grande majorité des plates-formes pétrolières et encore plus grave d'une grande partie des équipements de santé (source : le même Diplo). La « loi » a fait aussi interdire l'importation aux Etats-Unis d'équipements contenant du nickel en provenance de Cuba, de chocolat suisse fabriqué à partir de cacao cubain ou encore de tabac cubain, même acheté dans un pays tiers ou en *duty free* ». (PHM)

Washington et son arsenal, même l'atomique lors de la Crise d'Octobre, n'ont jamais eu comme objectif de faire disparaître Cuba de la carte. L'anticommunisme n'est pas non plus la politique qui a dominé jusqu'à aujourd'hui. C'est que les chers Yankees n'ont jamais supporté (jusqu'ici) que l'Ile échappe à leur féodalité, perde son statut de pré carré, de colonie à leur disposition, que Cuba soit devenue un pays, une nation, dont une des caractéristiques, par définition, est la souveraineté. Que par ailleurs, le gouvernement de La Havane ne soit pas depuis 55 ans leur premier choix, n'a pas à interférer. C'est l'affaire de la population cubaine.

Heureusement, note-t-on pianissimo aux States, la nostalgie (le mal du pays) ne serait plus que ce qu'elle était. A suivre de près, en passant éventuellement aussi par des terres africaines.

Des rapprochements entre les Etats Unis et Cuba, sans relations diplomatiques depuis janvier 1961, du fait de la rupture unilatérale de Washington, il en a toujours existé. Publics, discrets, secrets, ils ont été parfois porteurs un temps d'espérances d'une amélioration des relations bilatérales, dans un face à face inégal, Cuba subissant depuis 1962 un embargo féroce, que dénoncent régulièrement, depuis 23 ans, tous les membres de l'Assemblée générale des Nations Unies (à deux exceptions près, bien connues), il est vrai consultative.

La nouveauté c'est qu'en 2014, il existe des échéances relativement proches aux Etats Unis et à Cuba qui font que chaque geste, démarche, initiative, propos de l'un ou de l'autre, est vu,

commenté et analysé non à la loupe, mais désormais à la superloupe. La poignée de mains protocolaire entre Barack Obama et Raul Castro lors des obsèques de Nelson Mandela n'est pas la meilleure illustration de ces frémissements qui ont retenu l'attention des observateurs et de l'opinion. **Dessin de Dario, Mexique**



Que vaut une poignée de mains, un apretón ? Fidel Castro serra la main de Richard Nixon, après quoi le vice-président US déclara que Fidel Castro était un homme à abattre.



Il y eut aussi une poignée de mains historique entre le leader cubain et le président Clinton. Sans photographie et sans suite.

Lire : <http://s147752339.onlinehome.fr/cubacoop/IMG/pdf/Fidel-Clinton01.pdf>

Dans la perspective d'une amélioration tangible des relations, qui pourrait faire envisager toute mesure de Washington en direction d'une levée éventuelle de l'embargo comme crédible, le partenaire du Nord doit au préalable et clairement se défaire de deux attitudes hautaines et arrogantes :

Le double langage et la double politique au sujet de Cuba, et le classement de « la question cubaine » comme une affaire de politique intérieure, qui n'est qu'un rejet affiché de la question centrale : la souveraineté de son voisin du Sud, de l'autre côté du Détroit. Car tout est là, peu importe les échos enregistrés ici ou là sur le moindre pas vers un dégel (un dégel de plus...) tant que les considérations de Washington ne viseront pas clairement et sans arrière-pensée l'intérêt d'une amélioration des relations bilatérales, et non plus des succès de politique intérieure.

(du moins jusqu'ici) Les postulants à la présidence US avaient une hantise : le risque de mettre en jeu, de perdre leur élection (ou celle des parlementaires de leur parti en Floride) en se prononçant en faveur d'une quelconque amélioration des relations avec Cuba. Les choses vont-elles évoluer ? Déjà en 2012, lors du scrutin pour la Maison Blanche, la part du vote républicain a reculé au sein de la communauté cubaine. Selon un récent sondage de l'université de Miami, en 2014, 52 % des exilés souhaitent une plus large ouverture vers leur patrie d'origine et se prononcent contre l'embargo (en 1991, 13 %, en 1997, 22 % en 1997, 34 % en 2004 et 46 % en 2011) (source *Miami Herald*, 17 juin 2014). Selon un autre sondage, ce sont près de 57 % des citoyens des Etats Unis (des Nord-américains, selon la terminologie cubaine) qui sont en faveur de la disparition de l'embargo (appelé « blocus », à Cuba).

Le prochain « petit pas » se fera-t-il via les terres africaines, ravagées par le virus ebola ? Personne ne peut le dire. Faire assez rare pour être mentionné : Fidel Castro a réagi, répliqué sans tarder à un éditorial du *New York Times* du 12 octobre en faveur de la levée de l'embargo... dans l'intérêt de Washington [le 20 octobre, le *Washington Post* publiait un éditorial contre la levée de l'embargo, vu le contexte actuel cubain]

Lire en français de Fidel Castro « **Ce qu'on ne pourra jamais oublier** » :



Fidel Castro Ruz, le 13 octobre 2014, 20h 30

<http://www.granma.cu/idiomas/frances/cuba-f/15octubre-fidel.html>

Puis a fait publier un nouvel article (le 18 octobre) sur le combat contre l'ebola, intitulé « La hora del deber » (L'heure du devoir), daté **17 octobre 2014 à 21h 23**

Ire en français : <http://www.granma.cu/idiomas/frances/cuba-f/19octubre-articulofidel.html>

Un nouveau compte à rebours est enclenché. A la fin du compte, ou c'est l'explosion en plein vol, ou c'est la mise sur orbite.

Lire (31 octobre) de Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur à l'IRIS sur les questions ibériques (Amérique latine et Espagne) « **Cuba, un embargo traité médicalement** »

L'auteur y développe notamment la notion de « diplomatie d'influence », dont la médecine est son vecteur. « *La valorisation d'un secteur d'excellence, la santé, a aussi des retombées diplomatiques. Elles sont gérées comme telles par le ministère cubain des affaires étrangères qui travaille de concert avec celui de la santé publique. Qu'il s'agisse de coopérations sans contreparties financières ou de contrats sanctionnés par une facturation, Cuba élargit le périmètre de ses amis et associés* »

http://www.huffingtonpost.fr/jeanjacques-kourliandsky/cuba-virus-ebola_b_6081850.html



Si compte à rebours il y a, on pourrait le faire remonter dans un agenda jusqu'ici virtuel, et pour ne parler que de la période la plus récente, aux propos

tenus par le secrétaire d'État américain John Kerry, le 17 octobre, remerciant (aussi, entre autres pays) Cuba pour son aide dans la lutte internationale contre le virus ebola. Les remerciements ont été une denrée rare dans les relations entre les deux pays, sans relations diplomatiques depuis 1961.

Le chef de la diplomatie américaine s'exprimait au département d'État devant le corps diplomatique étranger en poste à Washington pour lancer un nouvel appel à la mobilisation mondiale contre l'épidémie. « *Nous voyons déjà des nations petites et grandes accélérant de manière impressionnante leurs contributions sur la ligne de front* » contre Ebola, a lancé John Kerry. « *Cuba, un pays d'à peine 11 millions d'habitants, a dépêché 165 professionnels de santé et prévoit d'en envoyer près de 300 de plus* », soulignait-il.

Quarante huit heures plus tard, Fidel Castro, dans son article « L'heure du devoir », écrivait notamment : (...) « *Nous coopérerons volontiers avec le personnel nord-américain dans cette tâche, et ce n'est pas à la recherche de la paix entre les deux États qui ont été opposés durant tant d'années, en tout état de cause, c'est pour la Paix dans le monde, un objectif que l'on peut et que l'on se doit d'atteindre* ».

Cuba et les Etats-Unis ont déjà été amenés à collaborer dans une même zone, sur le terrain humanitaire, notamment en Haïti après le tremblement de terre de 2010.

Quelques heures avant la publication de l'article de Fidel Castro, une dépêche de Reuters-La Havane donnait le ton : « *Des médecins cubains et des soldats américains devraient être amenés à collaborer pour lutter contre l'épidémie de fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest* », a déclaré vendredi 17 octobre un responsable médical cubain (...) « *Nous allons travailler côte à côte (...) avec tous ceux qui sont sur place, et notre ministre de la Santé a dit dans son discours que cela inclut les Américains* », a déclaré Jorge Pérez, directeur de l'hôpital spécialisé dans les maladies tropicales où les médecins sont formés avant de se rendre en Afrique.



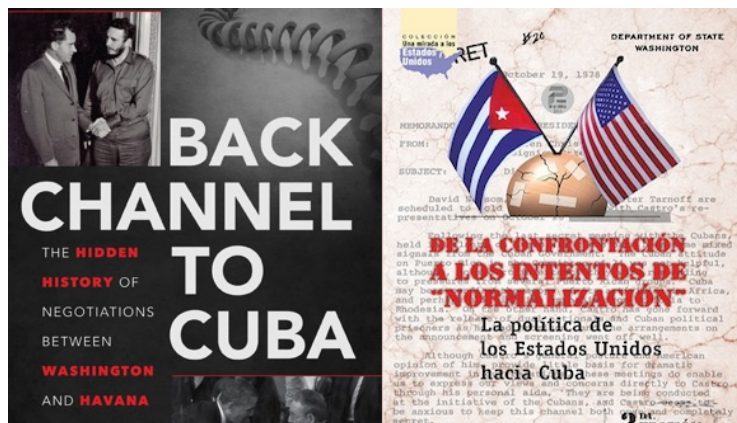
Alors que John Kerry saluait la contribution « *impressionnante* » de La Havane dans la lutte contre Ebola, Jorge Perez veut croire que cette nouvelle collaboration permettra d'améliorer les relations entre les deux pays. « *Je pense que cela pourrait être le cas, et je pense que c'est important que cela le soit* », a-t-il insisté. (Reuters, Daniel Trotta; Tangi Salaün pour le service français). Voir l'original en anglais :

<http://www.reuters.com/article/2014/10/18/us-health-ebola-cuba-idUSKCN0I702D20141018>

« *On est loin des invectives et des reproches habituels* », fait remarquer le journaliste Richard Héту, dans un texte daté de New York, pour lapresse.ca (27 octobre 2014). Dans son analyse ayant pour titre « **Occasion de rapprochement entre Cuba et les États-Unis** », (le meilleur titre possible) il annonce le thème de son enquête : « *Mais comment les experts des relations entre les États-Unis et Cuba analysent-ils ces échanges d'amabilité?* »

« *Je n'en fais pas complètement fi* », répond Brian Latell, chercheur à l'Université de Miami, ancien officier de la CIA, mais « *il y a un long chemin à parcourir avant que les États-Unis et Cuba se réconcilient* ».

Cité également par Richard Héту, William LeoGrande, professeur de l'American University à Washington, rappelle de son côté que John Kerry n'est pas le premier secrétaire d'État américain à remercier Cuba pour son rôle dans une crise humanitaire. Hillary Clinton l'a fait après le séisme de 2010 en Haïti. « *Et il y avait eu une coopération sur le terrain entre Cuba et les États-Unis* », précise le professeur LeoGrande. « *Les États-Unis avaient fourni de l'équipement et des approvisionnements aux cliniques cubaines sur le terrain en Haïti.* »



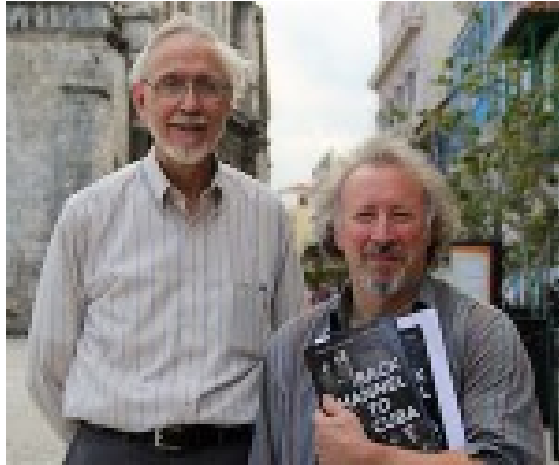
[William LeoGrande se trouvait à Cuba le 13 octobre dernier pour présenter son dernier livre, coécrit avec Peter Kornbluh, également présent, **Back Channel to Cuba. The Hidden History of Negotiations between Washington and Havana** ». Les négociations secrètes depuis la présidence de John F.Kennedy. Coïncidence (?) : en même temps était également présenté la seconde édition enrichie de l'ouvrage « *De la confrontación a los intentos de 'normalización'. La política de los Estados Unidos hacia Cuba* », des auteurs cubains Elier Ramírez Cañedo et Esteban Morales Domínguez.

Lire en français <http://www.granma.cu/idiomas/frances/cuba-f/16octubre-cubaeuu.html>

Lire (en espagnol) : <http://www.cubadebate.cu/noticias/2014/10/13/cuba-eeuu-una-historia-secreta-para-reconstruir-sus-puentes/#.VE5722PA6C8>

Un « **moment intéressant** »

Cela dit la coopération actuelle entre les États-Unis et Cuba en Afrique de l'Ouest survient « *à un moment intéressant qui pourrait mener à une amélioration de la relation* » entre les deux pays », selon l'expert. « *Les étoiles politiques sont bien alignées* », ajoute-t-il.



Le professeur LeoGrande, selon Richard Héту, fait notamment allusion aux deux dernières années de Barack Obama à la Maison-Blanche, qui lui offriront la chance de réviser la politique américaine à l'égard de Cuba sans craindre de répercussions électorales. Il pense aussi à l'appui donné par Hillary Clinton, candidate démocrate pressentie à l'élection présidentielle de 2016, à un réexamen de l'embargo maintenu contre Cuba depuis 1962, et à l'évolution de l'opinion de la communauté cubaine de Floride sur ce sujet.

[Les exilés cubains, concentrés en Floride, constituent 5 à 8% d'un électorat également ventilé entre démocrates et républicains. La Floride qui élit vingt-cinq des quatre cent trente-cinq représentants au Congrès, a joué un rôle décisif aux élections présidentielles de 2000 et 2004].

Facteurs qui, selon lui, pourraient contribuer à un rapprochement entre les États-Unis et Cuba à l'occasion du sommet des Amériques, qui sera tenu en avril à Panama. *«Le Panama a indiqué son intention d'inviter Cuba, et même si les États-Unis s'opposent à la participation de Cuba, il semble qu'Obama ira au sommet même si Raul Castro y participe, dit le professeur LeoGrande. Ce sera la première fois depuis 1959 que les présidents américain et cubain s'assoieront à la même table. Ils auraient l'occasion de faire plus que de se serrer la main comme ils l'ont fait aux funérailles de [Nelson] Mandela.»*



Selon Brian Latell, l'administration Obama pourrait faire plusieurs gestes au cours des deux prochaines années pour réduire la tension entre les États-Unis et Cuba. Le plus important de ces gestes pourrait être le retrait de Cuba de la liste américaine des quatre pays finançant le terrorisme - aux côtés de l'Iran, du Soudan et de la Syrie.

«Si les États-Unis effectuaient ce changement et que Cuba rendait la pareille en libérant Alan Gross, alors les deux pays seraient en bonne voie de nouer de bien meilleures relations», dit le chercheur de l'Université de Miami en faisant référence à un Américain emprisonné à Cuba pour espionnage depuis décembre 2009.

Un rôle international

En attendant, les deux pays peuvent se donner la main pour sauver des vies en Afrique de l'Ouest, ce qui n'est pas rien, considère Hétu. Cuba a clairement assumé un rôle international de premier plan pour organiser et coordonner le soutien aux pays qui tentent de maîtriser l'épidémie d'Ebola. Et le président Obama a fait de la réponse des États-Unis à l'Ebola une priorité de sa politique étrangère, explique William LeoGrande. Il est donc parfaitement logique que les deux pays veuillent coopérer, d'autant plus que le type d'aide qu'ils offrent est très complémentaire. Les Cubains envoient du personnel médical et les États-Unis construisent des infrastructures.

Lire :

<http://www.lapresse.ca/international/dossiers/virus-ebola/201410/26/01-4812854-occasion-de-rapprochement-entre-cuba-et-les-etats-unis.php>

Reste à voir quelle suite aura cette coopération, conclut logiquement Richard Hétu.

Les pièces du puzzle d'aujourd'hui, en attendant celui de demain

Dans son numéro de novembre, **Le Monde diplomatique** – qui a de toute évidence « bouclé » avant ces derniers événements liés au combat contre le virus ebola- consacre un papier (de 2500 mots environ) à la question des relations entre les Etats Unis et Cuba, premier texte sur ce sujet dans le mensuel depuis ...plusieurs années.

Dégel sous les tropiques entre Washington et La Havane

Aperçu Patrick Howlett-Martin

En 1961, les États-Unis ont imposé un embargo économique à Cuba. Depuis, les relations entre les deux pays ont été marquées par une hostilité constante. Cependant, ces dernières années ont vu émerger une nouvelle dynamique. Les deux pays ont commencé à dialoguer sur des questions d'intérêt commun, comme la lutte contre le terrorisme et la coopération médicale. Cette évolution est le résultat d'un processus complexe, influencé par des facteurs internes et externes. Les États-Unis ont cherché à normaliser les relations avec Cuba, tandis que Cuba a cherché à se rapprocher des États-Unis pour bénéficier de leur aide économique et technique. Cette évolution est le résultat d'un processus complexe, influencé par des facteurs internes et externes.



En attendant, les deux pays peuvent se donner la main pour sauver des vies en Afrique de l'Ouest, ce qui n'est pas rien, considère Hétu. Cuba a clairement assumé un rôle international de premier plan pour organiser et coordonner le soutien aux pays qui tentent de maîtriser l'épidémie d'Ebola. Et le président Obama a fait de la réponse des États-Unis à l'Ebola une priorité de sa politique étrangère, explique William LeoGrande. Il est donc parfaitement logique que les deux pays veuillent coopérer, d'autant plus que le type d'aide qu'ils offrent est très complémentaire. Les Cubains envoient du personnel médical et les États-Unis construisent des infrastructures.

« De part et d'autre de l'Atlantique, un mouvement similaire de détente vis-à-vis de Cuba semble se dessiner »

Il faut le répéter, dès avant les frémissements « africains », qui font l'objet actuellement des analyses les plus

nombreuses, porteuses d' « espérances » (d'autres espérances) *le Monde diplomatique* choisit un titre sans appel : « **Dégel sous les tropiques entre Washington et La Havane** » (sans point d'interrogation) précédé de l'affirmation : « **La défense de l'embargo n'est plus un atout électoral aux Etats-Unis** ».

Il n'y a pas là un optimisme de circonstances, d'autant plus que la conclusion du texte du Diplo est aussi nette : « **le changement attendu pourrait tarder** »



A signaler que Le Monde diplomatique en espagnol publiait en juillet dernier une analyse de Ignacio Ramonet :

Cuba, Estados Unidos/Algo se está moviendo (Quelque chose est en train de bouger, article non traduit pour le Diplo en français)

LIRE: <http://www.monde-diplomatique.es/>

[url=editorial/0000856412872168186811102294251000/editorial/?articulo=a0d40e4e-d019-4974-ad6f-67a83e1930e3](http://www.monde-diplomatique.es/0000856412872168186811102294251000/editorial/?articulo=a0d40e4e-d019-4974-ad6f-67a83e1930e3)

Aperçu/ Extraits de « Dégel sous les tropiques entre Washington et La Havane ».

« Pour certains, le dégel atteint enfin les eaux turquoise qui bordent l'île », souligne d'emblée P. Howlett- Martin (PHM) par ailleurs spécialiste du Brésil, pays sur lequel il a écrit divers ouvrages. Il explicite, dans les premiers paragraphes de ce papier de dix colonnes (soit sur deux demi-pages) : « Leur conviction repose en grande partie » sur la poignée de main du président américain Barack Obama et son homologue cubain Raúl Castro lors de la cérémonie en hommage à Nelson Mandela, le 10 décembre 2013.



« Le moment fut unanimement qualifié d'« historique » par une presse bientôt obsédée par une question : ce geste avait-il été préparé ? Impossible de le savoir avec certitude ; mais un faisceau de circonstances suggère que l'hypothèse d'une mise en scène n'a rien de saugrenu ».

Il cite ensuite plusieurs autres faits (sourcés), indispensables pour une meilleure compréhension possible, et qui font partie d'un ensemble en trois points : les faits qui militent en faveur d'un rapprochement, ceux qui vont dans le sens inverse et « les entorses » depuis une quinzaine d'années. A la manière connue, appréciée, du Diplo.

En faveur d'un dégel : le bureau d'Obama croule sous les pétitions

1/ Quelques jours après la célèbre poignée de mains, un éditorial du *Financial Times* en faveur de la levée de l'embargo, enjoint la Maison Blanche de « *modifier sa politique à l'égard de Cuba* ».

2/ Le journaliste (conservateur) **John McLaughlin** et plusieurs confrères dont **Patrick Buchanan** (par ailleurs, précise l'auteur, candidat de l'aile ultraconservatrice du camp républicain à deux élections présidentielles) dénoncent les sanctions, lors d'une réunion.

3/ En février 2013, **Patrick Leahy**, doyen du groupe démocrate au Sénat, conduit une mission parlementaire bipartite à La Havane. Un an plus tard, dans une lettre ouverte au président Obama, que cosigne son collègue républicain de l'Arizona, **Jeffrey Flake**, Leahy demande la levée de l'embargo et la normalisation des relations. Ils constatent aussi qu' « *au lieu d'isoler Cuba avec nos politiques surannées, nous n'avons fait qu'isoler notre pays* »



[nda : Le secrétaire d'État au Foreign Office, **Hugo Swire**, lors d'une récente visite à Cuba, s'est prononcé en faveur d'un renforcement des relations entre Cuba et le Royaume-Uni». « *Nous sommes à un moment de renouveau* ». Cette visite est la première d'un responsable britannique de ce rang à Cuba depuis dix ans.

<http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201410/31/01-4814622-le-royaume-uni-veut-renforcer-les-relations-avec-cuba.php>]

4/ Le 16 mai 2014, la sous-secrétaire d'Etat américaine **Roberta Jacobson** s'entretient à Washington avec la directrice Amérique du ministère des affaires étrangères cubain (Minrex) Mme Josefina Vidal, pour évoquer « *la possibilité d'un échange inédit de détenus* » (PHM).

5 / Le 19 mai, sous le titre « *Support Civil Society in Cuba* », **44 personnalités** (parlementaires, ex-hauts fonctionnaires, officiers de haut rang à la retraite, hommes d'affaires, responsables de fondations et d'organisations non gouvernementales) adressent à leur tour à M. Obama une lettre ouverte, formulant 16 recommandations destinées à « *développer les contacts avec la société cubaine, ainsi que les échanges à caractère commercial et touristique* », en dépit de l'hostilité du Congrès — seul (1) habilité à lever l'embargo.

[Au nombre des signataires, précise PHM, **John Negroponte**, « *ancien chef du renseignement américain, maître d'œuvre au début des années 1980, alors qu'il était ambassadeur au Honduras, de la politique de guerre contre le régime sandiniste du Nicaragua, politique condamnée en 1986 par deux arrêts de la Cour internationale de justice* »].

Ces rappels de la part de Howlett- Martin, plutôt positifs, sont manifestement faits pour évoquer, à leur tour, une série d'autres rappels, clairement négatifs, quand il en vient à parler de « *l'essentiel du dispositif législatif d'exception contre l'île qui demeure* ». On est là dans le domaine de la double politique US sur Cuba, au sein du gouvernement, de l'administration et même de secteurs de la société civile.

1/ Cuba figure toujours sur la liste des « *pays terroristes* ».

2/ Des dispositions migratoires particulières récompensent les migrants pénétrant clandestinement sur le territoire américain.

3/ Le Congrès vote chaque année une aide financière aux projets anticastristes de «*défense de la démocratie* ». Exemple : un programme d'incitation vise depuis 2006 à débaucher les médecins cubains engagés dans le cadre d'accords de coopération à l'étranger.

Aperçu : http://www.monde-diplomatique.fr/2006/08/CALVO_OSPINA/13777

De plus l'élaboration d'un projet de transition post-Castro, datant des mandats de George W. Bush (2001-2009) n'a pas été remis en cause par Obama

4/ L'embargo (unilatéral, 1962) a été étendu aux sociétés étrangères (Cuban Democracy Act, 1992 ; Helms-Burton Act, 1996), ce qui, indique l'auteur, « *étrangle l'économie et contraint les autres pays à imposer des sanctions unilatérales envers Cuba* »



PHM énumère plus loin quelques exemples de « *mesures extrêmes* » prises par l'OFAC (Office of Foreign Assets Control), organisme US (chargé du contrôle des actifs à l'étranger au sein du département du Trésor américain) qui « *consacre une grande partie de ses activités à faire respecter cet embargo unilatéral* »(...) Il a fait saisir, en janvier 2011, la contribution destinée à Cuba du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Fund), d'un montant de 4,2 millions de dollars.

Howlett- Martin poursuit avec la question, depuis 2009, de « *grandes banques internationales qui ont dû s'acquitter de lourdes amendes pour des opérations financières réalisées avec Cuba. Elles ont versé plus de 3,2 milliards de dollars au ministère des finances américain* ».

Et le montant des amendes va « croissant » : 619 millions de dollars pour ING en juin 2012; 1,9 milliard de dollars pour HSBC en décembre 2012; 8,9 milliards de dollars pour BNP Paribas en mai 2014 (ce dernier montant intégrant aussi des infractions aux embargos contre l'Iran et le Soudan)

Puis, Howlett-Martin en vient aux « *les entorses* », depuis 2000. Elles ont toujours existé. Et la subtilité des autorités cubaines pour « contourner » ici ou là le blocus n'est plus à vanter. Il faut bien (sur)vivre.

1/ **L'amendement Nethercutt**, dit Howlett-Martin, autorise les exportations agricoles nord-américaines. En 2012, Cuba devenait le 43 e (sur 229) marché d'exportation du secteur agricole américain, d'une valeur de 457 millions de dollars (les achats cubains doivent être payés au comptant).

2/ En 2002 s'est tenue à La Havane **une foire agricole américaine** inaugurée par le gouverneur du Minnesota. Les élus des Etats céréaliers « *parfois très conservateurs* » (Montana, Dakota du Nord, Minnesota, Idaho...), s'y sont succédé.



Fait récent : en mai 2014, le président de la Chambre de commerce **Thomas Donohue**, s'est rendu à La Havane, accompagné d'une nombreuse délégation de chefs d'entreprise, afin « *d'évaluer la politique d'ouverture économique du président Castro* ». A son retour, il a exhorté M. Obama à « *prendre de nouvelles entre les Etats-Unis et Cuba* »

On peut lire : <http://s147752339.onlinehome.fr/cubacoop/spip.php?article1629>

Ce sont des patrons, des « tycons », ils sont à quelques centaines de km de Cuba et voient des marchés leur échapper, pour d'autres marchés ils sont distancés. Les partenaires de Cuba en Amérique latine sont de mieux en mieux structurés, à commencer par le géant qu'est le Brésil avec une présidente réélue. L'Union européenne peaufine ses projets, la Russie comme (surtout) la Chine ont déjà pris des positions. Et les businessmen US resteraient hors jeu ?

3/ Des consultations bilatérales en matière **d'immigration, de météorologie, de courrier postal** (interrompu en 1963) et de lutte **contre le trafic de stupéfiants** ont lieu « *de façon épisodique.* »

4/ **600. 000 ressortissants** US d'origine cubaine se sont rendus à La Havane en 2013, soit environ 18 vols quotidiens (Alors que les 100.000 citoyens américains en partance chaque année pour Cuba doivent obtenir une autorisation préalable). Les déplacements des citoyens américains nés dans l'île ne subissent aucune restriction.

5/ La levée de **l'autorisation de sortie du territoire cubain**, entrée en vigueur en décembre 2012, a suscité une augmentation sensible des départs réguliers : au 1^{er} septembre 2013, 47.000 personnes ont quitté le pays, la très grande majorité pour la Floride. La législation cubaine ne s'oppose plus à leur retour, à condition que leur séjour à l'étranger n'excède pas vingt-quatre mois. Pour les six premiers mois de l'année 2013, la section d'intérêts américains a délivré plus de 16.700 visas; un chiffre en hausse de 79 % par rapport à 2012, selon l'auteur.

6/ Près de deux tiers de la population de l'île bénéficieraient de transferts financiers provenant de la communauté cubaine aux Etats-Unis. « *Ceux-ci s'élèveraient, de source gouvernementale cubaine, à environ 2,6 milliards de dollars en 2012 : une hausse d'environ 13 % par rapport à 2011, en dépit d'une réglementation restrictive* »

7/ « *Confronté à une économie fossilisée (hormis quelques secteurs performants comme le tourisme, la coopération médicale et les biotechnologies) et souhaitant mobiliser une population réduite à la débrouille, ajoute PHM, le président Castro a mis en oeuvre des mesures d'ouverture économique. Cela encourage ces transferts financiers, qui se traduisent par des investissements à caractère privé : petit commerce, immobilier, restauration, hôtellerie domiciliaire...* »

Conclusion de Patrick Howlett-Martin : (compte tenu de l'attitude du Congrès), « *le changement attendu pourrait tarder* »

Certes, l'Assemblée générale de l'ONU exige depuis 23 votes la levée de l'embargo, « *mais tout cela demeurera sans suite, aussi longtemps que les considérations de politique intérieure l'emporteront aux Etats-Unis sur l'intérêt d'une amélioration de la relation bilatérale* ». Le « salut » viendra, on l'aura compris, des patrons, des hommes d'affaires, des boss du business, des chefs d'entreprises US. Qu'ils soient démocrates ou républicains.



NOTE et DERNIERE NOUVELLE ;

(1) Au Congrès, les élus originaires de Cuba ont toujours milité contre un rapprochement avec Cuba, démocrates (Robert Menendez, Albio Sires et José Antonio Garcia) et républicains réunis (Rafael Edward Cruz, Marco Rubio (tous deux candidats potentiels à la Maison Blanche), Mario Rafael Diaz-Balart et Ileana Ros-Lehtinen.

Proches des organisations anticastristes US Cuba Democracy et Cuban American National Foundation, ils ont un poids toujours déterminant. Ils président, ou ont présidé, les commissions des affaires étrangères du Sénat (M. Menendez) et de la Chambre des représentants (Mme RosLehtinen).

Un député US dénonce la participation des Etats-Unis à une conférence sur l'Ebola à Cuba

Le député cubano-américain Mario Diaz-Balart a qualifié de « *honte* » la participation d'un fonctionnaire des « Centres pour le contrôle et la prévention des maladies » (Centers for Disease Control and Prevention ou CDC) à une réunion internationale de deux jours à La Havane, sur la lutte contre l'Ebola, organisée par l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique).

Le député de la Floride, originaire de Cuba, a estimé que la participation de l'ALBA à la rencontre avait rendu « *ridicule* » la présence des Etats-Unis.



Dr Nelson Arboleda, directeur du bureau des CDC au Guatemala et des programmes régionaux, représentait les CDC à cette conférence qui a pris fin jeudi.30 octobre. Il a déclaré que « *cela a été une expérience technique très riche, au cours de laquelle nous avons pris connaissance des différents plans de tous les différents pays. Cela nous aidera, en tant que bloc, à identifier les domaines où il faudra mieux se préparer dans notre région* »,

Cuba a envoyé des centaines de médecins et infirmiers en Afrique de l'Ouest pour aider le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone à lutter contre la propagation du virus à Ebola. Mais il en faut plus pour impressionner Super Mario, qui en a profité pour dénigrer de A à Z la coopération cubaine, Qui fait l'unanimité de manière planétaire, à l'exception donc de quelques éléments d'extrême droite de Floride.

A Lire, comme un résumé au 3 novembre 14:

« Aujourd'hui, la piste la plus crédible semble un échange de prisonniers ».

: http://www.rtf.be/info/monde/detail_etats-unis-et-cuba-ebola-ou-le-virus-du-rapprochement?id=8393076

(mp)